

# **PREFECTURE DE LA MARNE**

## **DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

-----  
*Bureau de l'environnement  
et de l'aménagement du territoire*

-----  
*3D.3B/JMP*

### **AUTORISATION D'EXPLOITER** Communauté de Communes de l'Agglomération de Reims Site TRIVAL'FER à REIMS

**le préfet**  
**de la région Champagne-Ardenne,**  
**préfet du département de la Marne,**  
**officier de la légion d'honneur,**

### **INSTALLATIONS CLASSEES** **N° 2003.A. 124.IC**

## **Vu :**

- Le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains,
- la circulaire du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri de déchets ménagers pré-triés,
- la demande par laquelle la Communauté de Communes de l'Agglomération de Reims située Hôtel de Ville de REIMS, sollicite l'autorisation d'exploiter un centre de tri et une plate-forme de valorisation des mâchefers, TRIVAL'FER, ZAC Saint Léonard, dite la Pompelle sur le territoire de la commune de REIMS,
- l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 janvier au 24 février 2003,
- les avis émis par les services administratifs consultés :
  - monsieur le directeur départemental de l'équipement, le 4 février 2003,
  - monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le 17 janvier 2003,
  - monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le 17 janvier 2003,
  - monsieur le directeur régional de l'environnement, le 27 janvier 2003,
  - monsieur le directeur départemental du travail et de l'emploi, le 26 février 2003,
  - monsieur le directeur régional des affaires culturelles, le 21 janvier 2003,
  - monsieur le Chef de l'Institut National des Appellations d'Origine, le 16 janvier 2003,
  - conseil municipal de REIMS le 13 février 2003,
  - conseil municipal de TAISSY le 30 janvier 2003,

- le sous préfet de Reims, le 7 février 2003,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 22 septembre 2003, ci-joint,
- l'avis favorable émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 9 octobre 2003,

**Considérant que:**

- les éléments présentés lors de l'instruction tiennent compte des meilleures technologies disponibles, de la qualité, de la vocation des milieux environnants,

**Le demandeur entendu,**

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

# Arrête :

## Titre I - Conditions générales

### article 1 -

#### 1.1. Champ d'application

La Communauté de Communes de l'Agglomération de Reims, dont le siège social se situe à l'Hôtel de Ville de REIMS, est autorisée à exploiter un centre de tri et une plate-forme de valorisation des mâchefers, TRIVAL'FER, sur le territoire de la commune de REIMS, ZAC Saint Léonard dite la Pompelle, sur les parcelles cadastrales de la section T 55 à 59 et 393.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

#### 1.2. autorisation d'exploiter

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation	Régime	Quantité /unité	TE	RA
322-A	Ordures ménagères et autres résidus urbains - station de transit - capacité du centre de tri : 10 000 t/an - capacité de la plate-forme de mâchefers : 38 000 t/an (stockage instantané 15.000 t)	A	48 000 t/an	2	1
329	Papiers usés ou souillés	A	524 t	/	0,5
98 bis	dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères	A	400 m <sup>3</sup>	/	0,5
1434	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	D	<10 m <sup>3</sup> /h	/	/
2515	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels : - criblage de mâchefers : 17 kW - concassage : 60 kW	D	77 kW	/	/
286	Stockage et activités de récupération de déchets de métaux	NC	40 m <sup>2</sup>	/	/
253-1432	Dépôt aérien de liquides inflammables : 1 cuve à fuel de 8 m <sup>3</sup>	NC	0,5 m <sup>3</sup>	/	/
	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : huiles	NC	200 l	/	/
2910	Installation de combustion consommant du gaz naturel	NC	50 kW	/	/

A : Autorisation D : Déclaration NC : Non Classable TE : taxe à l'exploitation RA : rayon d'affichage en km

Elle vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **1.3. Limites de l'autorisation**

La plate-forme de valorisation de mâchefers recevra exclusivement les mâchefers issus de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de REIMS (REMIVAL). Seuls les mâchefers de catégories "V" ou "M" selon les termes de la circulaire du 9 mai 1994 seront traités. Tout apport d'ordures ménagères, de résidus de l'évaporation des fumées ou tout autre déchet est interdit.

Le centre de tri de déchets recevra les déchets ménagers recyclables collectés sur la Communauté de Communes de l'Agglomération de Reims Les ordures ménagères brutes, les déchets industriels spéciaux et les déchets explosifs, inflammables, radioactifs, pulvérulents non conditionnés non pelletables, contaminés sont interdits.

### **1.4. Taxes et redevances**

Conformément aux articles 266 sexies et nonies-8 du code des douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté, et d'une redevance annuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement au 1<sup>er</sup> janvier et des coefficients fixés par décret et mentionnés dans le tableau ci-dessus.

### **1.5. Isolement du site**

Les aires de stockage et de manutention des mâchefers doivent être implantées à plus de 200 mètres de toute habitation, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et des établissements recevant du public.

Les installations et dépôts de déchets doivent être implantés à une distance d'au moins 10 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers.

### **1.6. autorisation de rejet**

Le présent arrêté vaut autorisation au titre du code de l'environnement (Livre II – Titre I).

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir du service gestionnaire, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour ses ouvrages de rejet.

### **1.7. conformité aux plans et aux données techniques - modifications**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les limites du site sont constituées par les parcelles cadastrales section T 55 à 59 et 393. Les installations sont disposées suivant le plan en annexe I .

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation, à leur voisinage, ou extension entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié).

### **1.8. produits consommables**

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

### **1.9. intégration dans le paysage**

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

#### **1.10. contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme, dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, pour vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

##### Enregistrements, rapports de contrôle et registres :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, trois ans, et cinq ans à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

#### **1.11. contrôles inopinés :**

Il peut être procédé, à tout moment, à la demande de l'inspection des installations classées, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et à leur analyse par un laboratoire agréé. L'exploitant supporte les frais de ces analyses.

Par ailleurs, l'exploitant établira conformément à la circulaire du 24 mars 1989 une convention avec un organisme indépendant afin de réaliser de façon inopinée et sur demande de l'inspection des installations classées des prélèvements et analyses sur les déchets reçus. Cette convention sera au préalable soumise à l'accord de l'inspection des installations classées et sera effective dans les trois mois suivant la mise en service de la plate-forme de valorisation des mâchefers.

#### **1.12. accident - incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyens ou à long terme.

#### **1.13. Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

#### **1.14. cessation d'activité définitive**

Dès qu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie la date de cet arrêt au préfet de la Marne, au moins un mois avant celle-ci.

Il doit remettre le site dans un état tel qu'il ne présente aucun risque vis à vis des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site est joint à la notification. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts prévus l'article L.511-1 du code de l'environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués, après production d'une étude de sols conforme au guide du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre, ...).

## **article 2 - Conditions générales d'exploitation de la plate-forme de valorisation des mâchefers**

### **2.1. réception, enlèvement, approvisionnement**

La réception et l'enlèvement des mâchefers se font du lundi au samedi de 7 h à 19 h. L'accès aux zones de stockage est interdit à toute personne ou véhicule étrangers à la société ou non accompagnés, de surcroît en dehors des heures d'ouverture.

L'approvisionnement des mâchefers est effectué par camions équipés d'une benne étanche et bâchée. Les camions sortant le mâchefer maturé sont au minimum bâchés.

### **2.2. conditions d'acceptation des déchets**

Les mâchefers qui entrent sur le site doivent être suivis régulièrement par une procédure définie dans un cahier des charges.

L'exploitant doit obtenir par écrit l'engagement de l'exploitant de l'usine productrice du respect d'un cahier des charges permettant de suivre la qualité des mâchefers issus de ses fours. Ce cahier des charges comprend notamment les méthodes et les fréquences de prélèvements, d'analyses et de suivi de la caractérisation des mâchefers. En particulier, les moyennes mobiles des 7 dernières analyses pour les différents paramètres définis dans la circulaire du 9 mai 1994 sont calculées pour vérifier que les mâchefers répondent aux critères de la première et de la deuxième catégorie. Les analyses sont au minimum mensuelles et doivent être effectuées à des jours différents de la semaine.

L'inspection des installations classées peut exiger la réalisation d'audits afin de vérifier son application. Ce cahier des charges est disponible sur le site et transmis à l'inspection des installations classées. Toute modification de celui-ci doit préalablement être transmis à l'inspection des installations classées. Les analyses faites en application de ce dernier sont également disponibles sur le site.

Chaque livraison de mâchefers est accompagnée d'un bordereau précisant les dernières valeurs de moyennes mobiles disponibles. Les mâchefers non valorisables (catégorie S) reçus sur le site avant réception des analyses physico-chimiques afférentes seront éliminées en CET2.

### **2.3. Registre d'entrée**

L'exploitant doit tenir à jour un registre des entrées. Les informations suivantes y sont consignées :

- date d'arrivée,
- origine (four et usine),
- catégorie correspondante aux moyennes mobiles sur les sept derniers résultats d'analyses,
- quantité,
- localisation du lot dans l'installation.

Ces résultats d'analyses sont disponibles pour les 3 dernières années.

Ces registres, les résultats d'analyses, et le plan de gestion de lots sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle visuel permet de vérifier la nature des apports. Notamment, il est vérifié que des imbrûlés (papiers, tissus, bois, etc...) ne sont pas présents en quantité anormale.

## **2.4. Aménagement**

### Entrée :

L'entrée du centre comporte une signalisation sous forme d'un panneau précisant le nom de l'exploitant, la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation et les heures d'ouverture. Les inscriptions doivent être indélébiles et résistantes.

### Aires :

L'installation comporte notamment les installations suivantes :

une aire de réception des mâchefers composée de 2 casiers de 2.000 t chacun, séparés par des murs en béton armé de 1,5 m de haut,  
une aire de traitement comportant une chaîne de criblage, déferrailage, séparation des non ferreux et des imbrûlés légers, de débit effectif de 30 t/h,  
une aire de maturation composée de trois casiers de 2.000 t.

L'ensemble de ces aires, d'une superficie totale de 4.500 m<sup>2</sup>, est couvert et fait l'objet d'une étanchéification par géomembrane.

une aire de stockage (non couverte mais avec géomembrane) des mâchefers maturés de 4.000 t en un seul casier. Cette aire pourra être complétée par une aire de stockage de 5.000 m<sup>2</sup> à l'air libre.

Les aires de stockage et de traitement des mâchefers sont constituées de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention.

### Accès, voies et aires de circulation :

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement sont aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler : elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol des poussières.

Les voies de circulation internes doivent être conçues, aménagées et entretenues de manière à permettre une évolution aisée des véhicules, par tous les temps. Les largeurs, rayons de courbure et pentes doivent par conséquent être adaptés au gabarit et au tonnage des véhicules utilisés. Ces derniers ne doivent pas être à l'origine d'une salissure des voies publiques.

De plus, les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté conformément à l'article 25 .

## **2.5. Règles d'exploitation :**

Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement. Celles-ci sont régulièrement nettoyées et entretenues.

Les aires de stockage et de manutention sont maintenues propres en permanence.

La durée du séjour des mâchefers sur l'installation ne doit pas excéder 1 an.

Après maturation et préalablement à l'utilisation en techniques routières chaque lot fait l'objet d'une appréciation de sa qualité par un échantillonnage adéquat ou une analyse statistique de sa composition moyenne. L'exploitant établit la procédure de contrôle qu'il met en place. Elle est transmise à l'inspection des installations classées et est disponible sur le site.

### Contrôle de la qualité des mâchefers :

En vue notamment de vérifier les procédures d'analyses utilisées, le même échantillon est transmis, une fois par trimestre, à un laboratoire agréé indépendant qui effectue les mêmes analyses afin de comparer les résultats. En cas d'écart, ces analyses sont transmises à l'inspection des installations classées avec les commentaires nécessaires.

Chaque échantillon est analysé selon les dispositions prévues à l'annexe II de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains.

Si les résultats obtenus ne sont pas conformes aux caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, le lot est, soit maintenu sur le site en maturation jusqu'à la durée maximale d'un an, soit traité avec des liants hydrauliques, soit mis en centre d'enfouissement technique autorisé.

### Utilisation des mâchefers :

Les utilisations possibles de ces mâchefers sont les suivantes :

- structure routière ou de parking (couche de forme, couche de fondation ou couche de base) à l'exception des chaussées réservoir ou poreuses ;
- remblai compacté d'au plus 3 mètres de hauteur, sans aucun dispositif d'infiltration, et à condition qu'il y ait en surface :
  - une structure routière ou un parking,
  - un bâtiment couvert,
  - un recouvrement végétal sur un substrat d'au moins 0,5 mètre.

La mise en place des mâchefers doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques superficielles et souterraines. L'utilisation de ces mâchefers doit se faire en dehors des zones inondables et des périmètres de protection rapprochés des captages d'alimentation en eau potable ainsi qu'à une distance minimale de 30 mètres de tout cours d'eau. Il convient de veiller à la mise en œuvre de tels matériaux à une distance suffisante du niveau des plus hautes eaux connues. Enfin, ils ne doivent pas servir pour le remblaiement de tranchées comportant des canalisations métalliques ou pour la réalisation de systèmes drainants.

Afin d'éviter le dispersement de ces matériaux, on privilégiera leur emploi dans des chantiers importants. La procédure de chantier devra permettre de réduire autant que faire se peut l'exposition prolongée de ces matériaux aux intempéries. La mise en œuvre doit se faire avec compactage selon les procédures réglementaires ou normalisées et les bonnes pratiques dans ce domaine.

### Registre sortie :

L'exploitant doit préciser les conditions d'utilisation des mâchefers définies ci-dessus à ses clients. Il est tenu un registre des sorties où sont consignées les informations suivantes :

- date de sortie,
- date d'entrée du ou des lots correspondants,
- four et usine à l'origine des mâchefers,
- quantité,
- nom et coordonnées du destinataire,
- lieu d'utilisation,
- mode d'utilisation.

L'exploitant tient également à jour un registre des analyses effectuées après maturation des mâchefers.

Ces registres, les conventions et les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **2.6. Bilan d'activité**

L'exploitant adresse annuellement à l'inspection des installations classées un bilan d'activité comportant notamment les informations suivantes :

- la quantité et la provenance des mâchefers reçus sur le centre,
- la quantité de mâchefers évacués en centre d'enfouissement technique,

- la quantité de refus de criblage et sa destination,
- la quantité de ferrailles,
- la quantité et lieux d'utilisation des mâchefers,
- l'état des stocks présents,
- les caractéristiques des produits finis,
- les refus,
- la gestion des eaux,

les incidents d'exploitation et les moyens qu'il a mis en place pour qu'ils ne puissent plus se reproduire.

## **article 3 - Conditions générales d'exploitation du centre de tri de déchets ménagers**

### **3.1. Réception**

La réception des déchets issus de la collecte sélective des ménages se fait du lundi au jeudi et samedi de 7 h à 19 h, et le vendredi de 7 h au samedi à 1h.

Les installations de tri fonctionnent du lundi au vendredi de 5 h à 22 h et éventuellement le samedi de 6 h à 12 h.

### **3.2. Aménagement**

#### Entrée :

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'accès au site doit pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

L'établissement dispose d'une aire d'attente pour les camions suffisante de façon à prévenir le stationnement de véhicule sur les voies publiques.

#### Installations :

Le centre de tri, d'un rendement nominal de 3,3 t/h comporte :

- une cabine de pré-tri,
- trois lignes de tri (une dédiée aux corps creux, deux aux corps plats),
- des équipements auxiliaires notamment une presse à balles et une presse à paquets.

Les aires de réception des déchets (au nombre de quatre) et les aires de stockage des produits triés et des refus sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

En particulier le stockage physique de deux jours de production est prévu.

### **3.3. Règle d'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.



Les refus de tri (matières organiques, matières recyclables souillées, ordures ménagères non recyclables, encombrants ...) sont évacués quotidiennement vers l'usine d'incinération.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols.

En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

## **Titre II - Prévention de la pollution des eaux**

### **article 4 - Approvisionnement en eau**

L'eau utilisée sur le site pour les besoins sanitaires et les lavages ponctuels des outils provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la Communauté de communes de l'Agglomération de REIMS.

L'installation de prélèvement est munie d'un dispositif totalisateur. Ce dispositif est relevé trimestriellement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'usage du réseau incendie est strictement réservé aux sinistres et exercices de secours ainsi qu'aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel du réseau.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau (hors gestion d'un incendie). Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

La consommation journalière d'eau est de l'ordre de 3 m<sup>3</sup>.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnection. Ce dispositif doit être vérifié tous les ans.

### **article 5 - Prévention des pollutions accidentelles**

#### **5.1. dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires à la conception, construction et exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles des eaux et de sols.

## 5.2. Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

## 5.3. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Le plan du réseau de collecte fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, vannes manuelles et automatiques, les installations d'épuration, les points de rejets des eaux de toutes origines. Il est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

## 5.4. capacités de rétention

Les unités, parties d'unités ou stockages susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Cette disposition s'applique en particulier pour les aires de stockage à fûts.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention doivent permettre de recueillir, dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits dangereux ou insalubres mis en œuvre dans une zone susceptible d'être affectée par un même sinistre malgré les agents de protection ou d'extinction.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les dispositifs d'obturation doivent être maintenus fermés.

L'étanchéité des réservoirs associés à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

## 5.5. Etanchéité des aires de stockage, traitement et manutention de mâchefers

Les aires de stockage, de traitement et de manutention des mâchefers sont étanches.

L'étanchéité est notamment assurée par la mise en place d'une géomembrane remontant le long des fondations et associée à un réseau de drainage dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- compactage du fond de forme,
- protection inférieure par géotextile 300 g/m<sup>2</sup> ou équivalent ,

- géomembrane Pehd de 1,5mm d'épaisseur minimum,
- géotextile drainant,
- drain de collecte des lixiviats en Pehd inséré dans une chaussette géotextile et entouré de grave 20/60.

Les caractéristiques de la géomembrane sont adaptées aux contraintes physico-chimiques de son utilisation (résistance à la traction, à la déchirure ...).

La mise en place de la géomembrane doit faire l'objet d'un cahier des charges incluant les modalités d'assurance qualité et les contrôles associés. Ce cahier des charges est transmis à l'inspection des installations classées pour avis. La géomembrane ne sera recouverte qu'après transmission à l'inspection des installations classées du procès-verbal de réception établi par un organisme tiers compétent.

## 5.6. Gestion des lixiviats

Les casiers de réception et de stockage des mâchefers (y compris en attente de commercialisation) disposent d'une cuvette de rétention reliée à un réseau de récupération des lixiviats. Ce réseau comporte notamment une cuve tampon de 20 m<sup>3</sup> à partir de laquelle les effluents récupérés sont envoyés en aspersion sur les mâchefers (fonctionnement en circuit fermé). Cette cuve recueille également les lixiviats drainés à la surface de la géomembrane ainsi que les éventuelles eaux de lavage des outils.

Les eaux de ruissellement de l'aire supplémentaire de 5.000 m<sup>2</sup> des mâchefers en attente de commercialisation seront collectées vers un bassin régulateur de 200 m<sup>3</sup> avant rejet au réseau eaux pluviales de la zone via un séparateur à hydrocarbures.

Les mâchefers maturés stockés sur cette aire seront bâchés par une couverture étanche.

## article 6 - Collecte des effluents

### 6.1. Réseaux de collecte

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées :

- les eaux de voirie et l'aire de distribution d'hydrocarbures,
- les eaux de ruissellement de l'aire de stockages des mâchefers stabilisés (à terme),
- les effluents domestiques.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement donnent lieu à compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les égouts véhiculant les eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### 6.2. confinement

Le poste de distribution et la zone de dépotage de carburant doivent pouvoir être isolés du réseau d'eaux pluviales par une vanne d'isolement.

Le réseau eaux pluviales recueillant les eaux de voiries est équipé d'une vanne d'arrêt avant rejet au réseau communal.

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris celles utilisées pour l'extinction, sont confinées par fermeture de la vanne d'arrêt dans les fosses de centre de tri de déchets (180 m<sup>3</sup>) et dans les collecteurs de voirie (180 m<sup>3</sup>).

Après analyses, ces eaux seront soit rejetées au réseau d'eaux pluviales, au réseau d'eaux usées transitant par la station d'épuration de la Communauté de communes de l'Agglomération de REIMS ou traitées comme des déchets dans les conditions du Titre IV - .

## **article 7 Traitement des effluents**

### **7.1. Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **7.2. Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### **7.3. Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **7.4. Dysfonctionnements des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Il pourra être nécessaire de prévoir une capacité de stockage tampon permettant de renvoyer les effluents dans les installations de traitement dès que leur fonctionnement normal aura été rétabli.

### **7.5. Dilution des effets**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **7.6. Rejets en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluent même traités dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

### **7.7. Point(s) de rejet des eaux**

- Les eaux domestiques sont évacuées vers le réseau d'assainissement communal,
- Les eaux de toiture sont évacuées directement dans le réseau eaux pluviales qui aboutit au bassin d'infiltration de la zone,
- Les eaux pluviales de voiries (y compris de l'aire de dépotage de carburant et de l'aire de stockage des mâchefers stabilisés) transitent au préalable par un séparateur d'hydrocarbures capable de traiter 200l/s. Une vanne de barrage est installée à l'aval immédiat du séparateur,

- Le raccordement au réseau communal doit faire l'objet d'une convention avec le gestionnaire du réseau.

## **article 8 - Valeurs limites de rejet**

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables, ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de substances toxiques nocives ou néfastes dans des quantités telles qu'elles soient capables d'entraîner la destruction des poissons, de nuire à sa reproduction ou à sa valeur nutritive.

Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

De plus, le rejet d'eaux pluviales doit respecter les valeurs limites ci-dessous (eaux pluviales canalisées, valeur maximale instantanée) :

pH (NFT 90.008) .....	5,5 à 8,5
Température .....	< 30°C
MES (NFT 90.105) .....	100 mg/l
DBO5 (NFT 90.103) .....	30 mg/l
DCO (NFT 90.101) .....	125 mg/l
Hydrocarbures totaux (NFT 90.114) .....	1 mg/l
Azote global (FDT 90.045) .....	30 mg/l
Phosphore (FDT 90.045) .....	10 mg/l
Métaux lourds totaux.....	15 mg/l

Les rejets de substances mentionnées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 est interdit dans les eaux souterraines.

## **article 9 - Surveillance des rejets**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et éventuellement des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Une analyse trimestrielle doit être réalisée sur les rejets d'eaux pluviales sur les paramètres cités à l'article 8

Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

## **article 10 - Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant doit mettre en place en liaison avec un hydrogéologue indépendant un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins deux piézomètres en aval des zones de stockage et de manutention des mâchefers.

Deux fois par an (en période de hautes et basses eaux) doivent être analysés les paramètres minimaux suivants :

Niveau piézométrique  
Hydrocarbures totaux,  
Métaux lourds (Pb, Hg, Cd, Cr),  
Arsenic (As),  
Chrome hexavalent (Cr6),  
Phénols.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

## **Titre III - Prévention de la pollution atmosphérique**

### **article 11 - Principes généraux**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Les installations sont conçues, équipées, exploitées et entretenues de manière à limiter l'émission de polluants à l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le traitement des effluents et la réduction des quantités rejetées. Ces émissions sont, dans toute la mesure du possible, captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

En cas d'apparition d'odeurs sur la plate-forme de mâchefers, un système d'aspersion de neutralisant sera immédiatement mis en place.

Les ateliers sont ventilés efficacement, mais toutes dispositions sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion des poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.

La dilution des rejets est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

### **article 12 - Limitation des émissions diffuses**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- la conception et la fréquence d'entretien des installations permettent d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage ou le décrottage à sec des roues des véhicules sont prévues ;

- des écrans de végétation sont prévus.

### article 13 - valeurs limites des rejets

Les valeurs de volumes sont rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvin) et de pression (101300 pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

La teneur en oxygène des gaz résiduels, à laquelle sont rapportées les valeurs limites est de 3 % de volume pour les combustibles gazeux

Les effluents gazeux de l'installation de combustion doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites
	Concentration (mg/m <sup>3</sup> )
Poussières totales	5
Oxydes de soufre en SO <sub>2</sub>	35
Oxydes d'azote en NO <sub>2</sub>	150

### article 14 - entretien des installations de combustion

Le réglage et l'entretien de l'installation se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

## Titre IV - Traitement et élimination des déchets

### article 15 - Limitation des déchets

Toutes dispositions doivent être prises dans la conception et l'exploitation des installations pour assurer une bonne gestion des déchets de l'entreprise.

A cette fin, l'exploitant se doit :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres;
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication;
- de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets.

Les déchets produits et les filières utilisées sont les suivants :

Déchets	Code nomenclature	quantité annuelle (en tonnes)	filière d'élimination
Refus de tri (matériaux souillés, matériaux hétérogènes ne pouvant être valorisés, de trop petite taille ...)		1 600	IE
Pièces usagées – ferrailles		1 245	VAL
Métaux non ferreux		180	VAL
Huiles de vidange			VAL
Déchets de vie (ordures ménagères)		2	

Déchets du séparateur à hydrocarbures			
Refus de process de traitement de mâchefers (imbrûlés)		115	IE
Déchets du décrotteur de roues			VAL

## **article 16 - Stockage des déchets**

Les déchets et résidus produits par l'installation doivent être stockés, avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches, résistantes aux types de produits stockés, et si possible être protégés des eaux météoriques.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et le résidu de produits contenus dans l'emballage,
- les emballages soient en bon état et soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les stockages ne comportent pas plus de deux niveaux.

## **article 17 - Élimination des déchets**

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets. Celle-ci est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets ne peuvent être éliminés ou valorisés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation correcte.

L'exploitant doit par ailleurs être en mesure de justifier du caractère ultime au sens de l'article L.514.1 du code de l'environnement des déchets mis en décharge.

Les déchets d'emballage doivent être valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il peut être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palettes, etc...) lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des exercices d'incendie.

## **article 18 -Comptabilité – Auto-surveillance**

L'exploitant tient à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination (date de l'enlèvement, transporteur, éliminateur, nature de l'élimination).



Pour les déchets d'emballage, les contrats mentionnés à l'article 2 du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 doivent indiquer la nature et les quantités prises en charge ; ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'un bilan annuel transmis à l'inspection des installations classées suivant le modèle figurant en annexe II au présent arrêté.

## **Titre V - - Prévention du bruit et des vibrations**

### **article 19 - Règles d'aménagement**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis pour voie aérienne ou solidienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, leur sont applicables.

### **article 20 - Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

### **article 21 - Appareils de communications**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **article 22 - Niveaux limites**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau (et au plan) qui fixe(nt) les points de contrôle. Les niveaux de bruit résiduels sont les suivants :

Point de mesure	Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
		Jour : 7 h à 22 h	Nuit : 22 h à 7 h
L	Limite du site, angle nord	58	52
M	Limite du site, angle est	52	52
N	Limite du site, angle sud	49	52
O	Limite du site, angle ouest	59	52

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 45 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanche et jours fériés.
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs anti-vibratiles efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **article 23 - Contrôles**

Une mesure des niveaux de bruit ambiants doit être réalisée dans les trois mois qui suivent la mise en route des installations. Les rapports sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mesure.

Pour vérifier le respect des prescriptions ci-dessus, en cas de plainte, l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique ou des mesures de vibrations mécaniques soient effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

## **Titre VI - Prévention des risques et sécurité**

### **article 24 - clôtures et gardiennage**

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est muni d'une clôture efficace et résistante, sur toute sa périphérie, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Un portail fermant à clef interdit l'accès au site en dehors des heures d'ouverture.

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail (nuit, week-end, jours fériés), des rondes de surveillance sont effectuées suivant une consigne établie par l'exploitant qui définit la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

### **article 25 - accès, voies et aires de circulation**

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'accès au bâtiment sera réalisé par une voie engins.

La voie engins est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique :

- largeur : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues,
- Force portante calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons (dont 40 kilonewtons sur l'essieu avant et 90 kilonewtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres)
- Rayon intérieur minimum R : 11 mètres
- Surlargeur  $S = 15/R$  dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètre)
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètre.
- Pente inférieure à 15 %.

### **article 26 - règles de circulation**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes affichées et/ou fournies aux chauffeurs,...).

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

### **article 27 - Conception des installations**

### **27.1. Conception des bâtiments**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les locaux administratifs et sociaux sont séparés du centre de tri par un mur coupe feu 2 h.

A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### **27.2. Désenfumage**

La toiture du centre de tri doit être réalisée en éléments incombustibles.

Elle doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

### **27.3. Issues**

Des issues de secours doivent être prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sac.

### **27.4. Installations électriques**

L'installation électrique et le matériel utilisé de l'ensemble des locaux et bâtiments sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les circuits "basse tension" doivent être conformes à la norme NF-C 15100, les circuits "moyenne tension" et "haute tension", aux normes NF-C 13100 et NF-C 13200.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Un interrupteur général doit permettre la mise hors tension de l'exploitation. Il doit être clairement signalé par une affiche indélébile : "coupure générale électrique".

Un interrupteur général doit permettre la mise hors tension du transformateur. Il doit être situé à l'extérieur du local et clairement signalé.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations électriques sont contrôlées conformément à l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **27.5. Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au premier alinéa ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

Les pièces justificatives du respect des alinéas ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **27.6. Eclairage**

Dans les cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

## **27.7. chauffage des locaux**

Le chauffage des locaux (bureaux exceptés) ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

## **27.8. chaufferie**

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, indépendant ou séparé des bâtiments par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Toute communication avec les autres bâtiments se fait, soit par un sas équipé de 2 blocs-portes pare flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible;
- un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

## **article 28 - prévention des risques**

### **28.1. - localisation des risques**

L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques et des quantités de produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, même occasionnellement, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, atmosphère explosive, émanation toxique). Ce risque doit être signalé conformément aux règles en vigueur.

### **28.2. Comportement au feu de structures métalliques**

Les éléments porteurs de structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'interventions.

### **28.3. Dégagements**

Dans les locaux comportant des zones de risques incendie, les portes d'accès à l'extérieur s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Les dégagements doivent être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 25 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Les locaux particulièrement dangereux ne sont pas implantés en cul de sac.

Les escaliers intérieurs d'évacuation sont cloisonnés lorsqu'ils sont établis sur trois niveaux ou plus, ils seront désenfumés en partie haute par une ouverture manœuvrable depuis les paliers.

Les unités construites en estacade extérieure ou les parties d'unité aménagées de cette façon doivent être conçues de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention en toute sécurité.

### **28.4. Interdiction de feux**

Dans les zones de risque incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer ou d'apporter un feu sous une forme quelconque (flammes à l'air libre) ou d'utiliser des appareils susceptibles de générer des points chauds ou surfaces chaudes (chalumeaux, appareils de soudage...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

### **28.5. équipes de sécurité**

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention (équipe de première intervention) lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

### **28.6. Moyen de lutte contre l'incendie**

Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :

- un système de détection de flamme ou de fumées (au moins dans les zones à risque incendie) ;

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ;
- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup> /h chacun, des poteaux ou bouches d'incendie.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

## **28.7. ressources eau**

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont assurés par :

- un poteau incendie situé sur la plate-forme de retournement au sud de la cour centrale,
- deux poteaux incendie publics situés à 50 m et 300 m environ du site.

En toutes circonstances le débit unitaire de 60 m<sup>3</sup> /h et un débit simultané de 180 m<sup>3</sup> /h doivent être assurés.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau incongelable est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture puisse être isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.

## **28.8. Vérifications et contrôles**

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications;
- personne ou organisme chargé de la vérification;
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'incident.

Ce registre doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **28.9. Consignes de sécurité**

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque;
- les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au Titre II - ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... ;
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides);
- les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.

## Titre VII - Prescriptions particulières

Elles s'appliquent spécifiquement aux activités désignées ci-après, en supplément des dispositions des titres précédents.

### article 29 - installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables

#### 29.1. Implantation – Aménagement

Les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution (ou de remplissage) le plus proche des établissements visés ci-dessous, doivent être observées :

- 5 mètres des issues ou des ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation, avec l'obligation d'une issue de secours arrière (façade du bâtiment opposée aux appareils de distribution ou de remplissage) ou latérale permettant l'évacuation du public, sans exposition à un flux thermique éventuel en cas d'incendie ;
- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués appartiennent à la deuxième catégorie ;

Dans le cas de l'existence ou de la mise en place d'un mur coupe-feu de degré 2 heures d'une hauteur de 2,50 mètres et situé à 5 mètres au moins de l'appareil de distribution ou de remplissage le plus proche de l'établissement concerné, les distances minimales d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution (ou de remplissage) le plus proche des établissements visés ci-dessous doivent être observées :

- 12 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e ou 4e catégorie ;
- 12 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion ou des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers sous lequel est implantée l'installation.

Le principe des distances d'éloignement ci-dessus s'applique également aux distances mesurées à partir de la limite de l'aire de dépôtage la plus proche de l'établissement concerné.

Les bouches de dépôtage et les événements seront conformes à l'arrêté du 22 juin 1998 ou aux textes qui pourraient s'y substituer.

#### 29.2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret no 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

Les dispositions relatives à la vérification périodique des installations électriques sont présentées à l'article 27.4.

Dans les parties de l'installation visées se trouvant en « atmosphères explosives », les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret no 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

### **29.3. Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

### **29.4. Implantation des appareils de distribution et de remplissage**

Les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant.

Les voies d'accès ne doivent pas être en impasse.

Les appareils de distribution et de remplissage devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

### **29.5. Contrôle de l'utilisation des appareils de distribution et de remplissage**

L'utilisation des appareils de distribution et de remplissage en liquides inflammables doit être assurée par un agent d'exploitation, nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### **29.6. Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **29.7. Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

### **29.8. Moyens de secours contre l'incendie**

D'une façon générale, l'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- pour chaque îlot de distribution : un extincteur homologué 233 B ;
- pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ou un extincteur à poudre ABC ;



- présence sur l'installation d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

### **29.9. Affichage des consignes**

En plus de l'interdiction de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque, sera affichée au niveau de chaque poste de distribution l'interdiction d'utiliser un téléphone portable (le téléphone doit être éteint) ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

### **29.10. Appareils de distribution**

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M 0 ou M I au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment doit être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

### **29.11. Les flexibles**

Les flexibles de distribution ou de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié doit empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation.

Dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution neufs et d'un débit inférieur à 4,8 m<sup>3</sup>/h sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.

### **29.12. Dispositifs de sécurité**

Dans le cas des installations en libre-service et des installations de remplissage, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

Toute opération de distribution ou de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions citerne.

### **29.13. Réservoirs et canalisations**

Les réservoirs de liquides inflammables associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, seront installés et exploités conformément aux règles applicables aux dépôts classés.

#### **29.13.1. Cas des stockages aériens :**

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau.

Les rapports de contrôles d'étanchéité des réservoirs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les canalisations de liaison entre l'appareil de distribution et le réservoir à partir duquel il est alimenté sont enterrées de façon à les protéger des chocs.

Les liaisons des canalisations avec l'appareil de distribution s'effectue sous l'appareil. D'autre part, elles doivent comporter un point faible (fragment cassant) destiné à se rompre en cas d'arrachement accidentel de l'appareil. Des dispositifs automatiques, placés de part et d'autre de ce point faible, doivent interrompre tout débit liquide ou gazeux en cas de rupture. En amont ces dispositifs sont doublés par des vannes, placées sous le niveau du sol, qui peuvent être confondues avec les dispositifs d'arrêt d'urgence prévues à l'article 4.9. Elles peuvent également être commandées manuellement.

Ces canalisations sont implantées dans des tranchées dont le fond constitue un support suffisant.

Le fond de ces tranchées et les remblais sont constitués d'une terre saine ou d'un sol granuleux (sable, gravillon, pierres ou agrégats n'excédant pas 25 millimètres de diamètre).

#### **29.13.2. Cas des stockages enterrés**

Les réservoirs enterrés et les canalisations enterrées associées seront soumis aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

### **29.14. Réseau de collecte**

Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique (cf. article 7.7).

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci.

### **29.15. Aires de dépotage, de remplissage ou de distribution**

Toute installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre (pelle, ...).

### **29.16. Récupération des vapeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que les percements effectués, par exemple pour le passage de gaines électriques, ne permettent pas la transmission de vapeurs depuis les canalisations ou réservoirs jusqu'aux locaux de l'installation.

### **article 30 - Concassage, criblage de mâchefers**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les eaux de procédé et de nettoyage doivent être recyclées en fabrication.

### **article 31 - dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères**

Les piles de matières usagées combustibles doivent être disposées de manière à permettre la mise en œuvre rapide de moyens de secours contre l'incendie. On doit réserver notamment entre elles des chemins de largeur suffisante pour permettre l'accès des voitures de secours de pompiers dans les divers secteurs du dépôt en cas d'incendie.

La hauteur de ces piles ne doit pas excéder trois mètres ; si celles-ci sont situées à moins de cinq mètres des murs de clôture des propriétés appartenant à des tiers, leur hauteur sera limitée à la hauteur desdits murs, diminuée de un mètre, sans toutefois, en aucun cas, pouvoir dépasser 3 mètres.

Dans le cas où le dépôt serait délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle que grillage, palissade, haie, etc, l'éloignement des piles de matières usagées combustibles de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des piles.

## **Titre VIII - dispositions administratives**

### **article 32 - échéancier**

Les prescriptions suivantes :

- La mise en place de la géomembrane sur l'aire de stockage des mâchefers, conformément à l'article 5.5 ci-dessus, avec présentation préalable du cahier des charges à l'inspection des installations classée, sera réalisée **dès la mise en service des installations**
- La convention tripartite, pour la réalisation de façon inopinée de prélèvements et analyses sur les déchets reçus, conformément à l'article 1.11 ci-dessus sera effective **dans les trois mois** suivant la mise en service de la plateforme de valorisation des mâchefers.

Une mesure des niveaux de bruit ambiants doit être réalisée **dans les trois mois** qui suivent la mise en route des installations. Les rapports sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mesure, conformément à l'article article 23 ci-dessus.

Aux échéances fixées ci-dessus, l'exploitant fournira, au préfet du département, en 2 exemplaires, les comptes-rendus d'avancement des actions réalisées accompagnés de tous les justificatifs (factures, plans ...) nécessaires à la mise à jour du dossier de base d'autorisation.

### **article 33 - recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

### **article 34 - droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **article 35 - ampliation**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur régional de l'environnement, le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à messieurs les maires de REIMS, SAINT LEONARD, TAISSY et PUISIEULX qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé avec accusé de réception, à monsieur le directeur de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Reims - site TRIVAL'FER à REIMS.

Monsieur le Maire de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'autorisation pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département par les soins de la préfecture aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en mairie de REIMS, soit en préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons en Champagne, le 6 novembre 2003

**Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général**

**Signé Bernard LE MENN**

**annexe I - Plan des installations**  
(article 1.7)

**- consultable en préfecture -**

<b>MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT</b> Imprimé à retourner en 1 exemplaire à Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Champagne Ardenne 10 rue Clément Ader - BP 177 51685 REIMS CEDEX 2 - Tél : 03.26.77.33.50				<b>annexe II - Déclaration annuelle déchets</b> (article 18 ) <b>DÉCLARATION DE PRODUCTION</b> <b>DE DÉCHETS INDUSTRIELS</b> Article 8 - Arrêté du 4 janvier 1985 (J.O. du 16 février 1985)			
<b>DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE :</b> Adresse : Commune : REIMS CP :				<b>C.C.A.R. – site TRIVALFER</b> APE : Siret : Responsable : Signature :		Année : 20....	Feuillet  N° :    /
Désignation du déchet	nouveau code (2)	QUANTITÉ en Tonnes	Origine du déchet (atelier-fabrication) (3)	Transporteur (4) Nom - département Ville	Eliminateur (5) Nom - département Ville	Mode de traitement	
						(6)	(7)
(1) Selon nomenclature établie par le Ministère de l'Environnement (2) Nouvelle nomenclature déchets (3) Si le déchet déclaré résulte d'une opération de regroupement ou prétraitement, indiquer dans cette colonne les identités des producteurs initiaux (4) Dénomination ,localisation de l'entreprise		(5) l'éliminateur peut être : - l'entreprise elle-même - une entreprise de traitement - une entreprise de valorisation - une entreprise de prétraitement ou de regroupement, au sens de l'article 2 du présent arrêté. (6) on utilisera le code suivant :		Incinération sans récupération d'énergie Incinération avec récupération d'énergie Mise en décharge de classe 1 Traitement physico-chimique pour destruction Traitement physico-chimique pour récupération Valorisation Regroupement	IS IE DC1 PC PCV VAL REG	Prétraitement Epandage Station d'épuration Rejet milieu naturel Mise en décharge de classe 2 (7) Indiquer en cas : d'élimination interne d'élimination externe exportation	
						PRE	EPA
						STA	NAT
						DC2	I
						E	X

## annexe III - TABLE DES MATIERES

Titre I - Conditions générales .....	2
article 1 - .....	2
1.1. Champ d'application.....	2
1.2. autorisation d'exploiter .....	2
1.3. Limites de l'autorisation.....	3
1.4. Taxes et redevances .....	3
1.5. Isolement du site .....	3
1.6. autorisation de rejet.....	3
1.7. conformité aux plans et aux données techniques - modifications.....	3
1.8. produits consommables .....	3
1.9. intégration dans le paysage .....	3
1.10. contrôles et analyses.....	4
1.11. contrôles inopinés : .....	4
1.12. accident - incident .....	4
1.13. Hygiène et sécurité.....	4
1.14. cessation d'activité définitive.....	4
article 2 - Conditions générales d'exploitation de la plate-forme de valorisation des mâchefers.....	5
2.1. réception, enlèvement, approvisionnement.....	5
2.2. conditions d'acceptation des déchets.....	5
2.3. Registre d'entrée .....	5
2.4. Aménagement .....	6
2.5. Règles d'exploitation : .....	6
2.6. Bilan d'activité.....	7
article 3 - Conditions générales d'exploitation du centre de tri de déchets ménagers .....	8
3.1. Réception .....	8
3.2. Aménagement .....	8
3.3. Règle d'exploitation .....	8
Titre II - Prévention de la pollution des eaux .....	9
article 4 - Approvisionnement en eau.....	9
article 5 - Prévention des pollutions accidentelles .....	9
5.1. dispositions générales.....	9
5.2. Canalisations .....	10
5.3. Plan des réseaux .....	10
5.4. capacités de rétention .....	10
5.5. Etanchéité des aires de stockage, traitement et manutention de mâchefers.....	10
5.6. Gestion des lixiviats .....	11
article 6 - Collecte des effluents.....	11
6.1. Réseaux de collecte.....	11
6.2. confinement.....	11
article 7 Traitement des effluents.....	12
7.1. Obligation de traitement .....	12
7.2. Conception des installations de traitement.....	12
7.3. Entretien et suivi des installations de traitement .....	12
7.4. Dysfonctionnements des installations de traitement .....	12
7.5. Dilution des effets.....	12
7.6. Rejets en nappe.....	12
7.7. Point(s) de rejet des eaux.....	12
article 8 - Valeurs limites de rejet.....	13
article 9 - Surveillance des rejets .....	13
article 10 - Surveillance des eaux souterraines.....	13
Titre III - Prévention de la pollution atmosphérique .....	14
article 11 - Principes généraux .....	14
article 12 - Limitation des émissions diffuses .....	14
article 13 - valeurs limites des rejets .....	15
article 14 - entretien des installations de combustion .....	15

Titre IV - Traitement et élimination des déchets .....	15
article 15 - Limitation des déchets .....	15
article 16 - Stockage des déchets .....	16
article 17 - Élimination des déchets .....	16
article 18 - Comptabilité – Auto-surveillance .....	16
Titre V - - Prévention du bruit et des vibrations .....	17
article 19 - Règles d'aménagement.....	17
article 20 - Véhicules et engins .....	17
article 21 - Appareils de communications.....	17
article 22 - Niveaux limites .....	17
article 23 - Contrôles .....	18
Titre VI - Prévention des risques et sécurité .....	18
article 24 - clôtures et gardiennage.....	18
article 25 - accès, voies et aires de circulation.....	18
article 26 - règles de circulation .....	18
article 27 - Conception des installations .....	18
27.1. Conception des bâtiments .....	19
27.2. Désenfumage .....	19
27.3. Issues.....	19
27.4. Installations électriques .....	19
27.5. Protection contre la foudre.....	19
27.6. Eclairage .....	20
27.7. chauffage des locaux .....	20
27.8. chaufferie .....	20
article 28 - prévention des risques.....	21
28.1. - localisation des risques.....	21
28.2. Comportement au feu de structures métalliques.....	21
28.3. Dégagements.....	21
28.4. Interdiction de feux .....	21
28.5. équipes de sécurité .....	21
28.6. Moyen de lutte contre l'incendie .....	21
28.7. ressources eau.....	22
28.8. Vérifications et contrôles.....	22
28.9. Consignes de sécurité .....	22
Titre VII - Prescriptions particulières.....	23
article 29 - installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables .....	23
29.1. Implantation – Aménagement .....	23
29.2. Installations électriques .....	23
29.3. Mise à la terre des équipements.....	24
29.4. Implantation des appareils de distribution et de remplissage .....	24
29.5. Contrôle de l'utilisation des appareils de distribution et de remplissage .....	24
29.6. Connaissance des produits - Etiquetage .....	24
29.7. Protection individuelle .....	24
29.8. Moyens de secours contre l'incendie .....	24
29.9. Affichage des consignes .....	25
29.10. Appareils de distribution .....	25
29.11. Les flexibles.....	25
29.12. Dispositifs de sécurité.....	25
29.13. Réservoirs et canalisations .....	26
29.14. Réseau de collecte .....	26
29.15. Aires de dépotage, de remplissage ou de distribution.....	26
29.16. Récupération des vapeurs .....	26
article 30 - Concassage, criblage de mâchefers.....	27
article 31 - dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères.....	27



Titre VIII - dispositions administratives .....	27
article 32 - échéancier.....	27
article 33 - recours.....	28
article 34 - droit des tiers.....	28
article 35 - ampliation.....	28
annexe I - Plan des installations .....	29
annexe II - Déclaration annuelle déchets .....	30
annexe III - TABLE DES MATIERES .....	31